



POLICE

FUSION HISTORIQUE POUR LE 117

COMPOSER LE 117 EN TERRE VAUDOISE CONDUIRA
À UNE CENTRALE UNIQUE.



Prix avantageux

pour les employés et les retraités de l'État.

Les meilleurs abonnements au meilleur prix exclusivement pour les employés d'Etat.

Vous êtes employés d'Etat, des Communes, d'Etablissements publics, des Régies Autonomes, ou employés d'une entité subventionnée par les cantons de Genève, Vaud, Valais, Fribourg, Jura, Neuchâtel et Tessin?

Rejoignez-nous et faites profiter aussi vos proches de vos avantages exclusifs!

Rendez-vous directement dans un **Sunrise Shop** de votre région avec une preuve d'éligibilité (badge d'employé, certificat de travail, fiche de salaire) et une pièce d'identité.

Retrouvez tous les détails et conditions sur **medinex.swiss**

COVID-19 : la contribution policière



Traiter du COVID-19 nécessite beaucoup d'humilité. De nombreuses personnes plus qualifiées que moi se sont penchées sur la pandémie, ses effets, ses conséquences et son avenir. Même sans être un spécialiste, on comprend assez vite que les pronostics qui sont faits sur l'évolution du phénomène sont avant tout des spéculations ou des paris.

Les policiers, quant à eux, aiment les certitudes. Et il convient de préférence que nous nous concentrons sur ce que nous pouvons et devons concrètement faire à notre niveau, soit à l'étage sécuritaire, pour répondre aux attentes que la société place en nous en ces temps troublés.

J'identifie ainsi les enjeux suivants :

- garantir des prestations policières équivalentes sur tout le territoire cantonal ;
- maintenir en permanence les effectifs policiers à un niveau fonctionnel ;
- mutualiser les ressources policières partout où cela est possible ;
- remplir des missions rendues plus complexes et nombreuses par la superposition des missions dites COVID avec les missions policières classiques ;
- dans le champ d'action COVID, remplir la tâche délicate et relativement floue consistant à faire appliquer des prescriptions à vocation de santé publique sans forcément disposer des outils répressifs topiques (surtout depuis que les sanctions spécifiques mises en place par la Confédération ne sont pour la plupart plus en vigueur) ;
- veiller à ne pas se couper de la population ou du moins d'une partie de celle-ci qui peine à comprendre les précautions sanitaires prises au moment de leur rappel ;
- adopter une approche harmonisée entre les différentes polices de la gestion des manifestations annoncées, certes dans le respect des libertés individuelles mais aussi en prémunissant la population de comportements mettant en danger la santé publique ;
- se préparer à une évolution économique négative dont elle sait par expérience qu'elle risque de générer une augmentation de la criminalité ;
- être à l'écoute des inquiétudes légitimes qui ont cours au sein des services de police en ce qui concerne les risques de contamination lors des interventions ou du travail quotidien ;
- aborder sans tabou les questions du télétravail, du port du masque, du recours à des tests de dépistage plus fréquents ;
- se montrer exemplaire dans les prises de précautions sanitaires, tant dans notre comportement professionnel que privé.

Jacques Antenen
Commandant de la Police cantonale

SOMMAIRE

N° 118

Septembre 2020



8 FUSION HISTORIQUE POUR LE 117

16 LA COORDINATION ET LA CENTRALISATION SONT LES CLEFS DE LA GESTION DES RELATIONS CITOYENNES



ECAVENIR : FAVORISER L'INTELLIGENCE COLLECTIVE 6

LE NEDEX ET LE DARD RECRUTENT 10

EA20, UNE VOLÉE PARTICULIÈRE 12

« CHACUN DOIT TROUVER SON ÉQUILIBRE. LE MIEN PASSE PAR LE SPORT » 15



18 À LA DÉCOUVERTE DE LA POLICE DE LA VILLE DE LONDRES

Comment les collègues anglais, pour la plupart non armés, ont-ils maîtrisé la série d'attaques terroristes qui ont frappé la ville de Londres en 2017 ? C'est le sujet du stage effectué par l'app Alexandre de Vevey parmi les forces de police londonniennes entre août et novembre 2019.

20 GRAFFITIS : RÉAGISSEZ SANS TARDER !

22 PERCEPTION DE LA SÉCURITÉ CHEZ LES HABITANTS DE LUGANO

25 LA FORMATION CONTINUE REPREND DE MANIÈRE UNIFORMISÉE ET MUTUALISÉE

27 CONSOMMATION D'ÉNERGIE AU CB : DES RÉGLAGES QUI FONT LA DIFFÉRENCE

28 NOUVEAUX LOCAUX POUR LE POSTE D'ÉCHALLENS DEPUIS LE MOIS DE MAI

29 9^e CHAMPIONNAT D'EUROPE DE CYCLISME DE POLICE

IMPRESSUM

DONNÉES DE DIFFUSION

Paraît 4 fois par an
Tirage 4'700 exemplaires
Tirage contrôlé par la REMP

ÉDITEUR

Police cantonale vaudoise
Direction communication et relations avec les citoyens. Centre Blécherette - 1014 Lausanne

COMITÉ ÉDITORIAL

Jean-Christophe Sauterel, rédacteur en chef ;
Florence Maillard, rédactrice en chef adjointe ;
Alexandre Bisenz, responsable d'édition

RÉDACTEURS

Alexandre Bisenz, Valérie Ducommun-dit-Verron,
Daniel-René Pasche, Coralie Rochat.

PHOTOGRAPHIES

Police cantonale vaudoise, ECA, Katie Chan (Wikimedia Commons), Raphaël Kammermann, Alexandre de Vevey, Police tessinoise

MISE EN PAGE

Next Communication SA,
Police cantonale vaudoise

RELECTURE

Police cantonale vaudoise

IMPRESSION

Imprimerie Baudat, La Vallée de Joux

100% COMPOSTABLE ET BIODÉGRADABLE

Polcant info est envoyé dans un emballage écologique d'origine végétale fait de féculé de pommes de terre.

ABONNEMENT

Revue distribuée gratuitement à tous les membres de la Police cantonale, aux polices vaudoises, aux polices de Suisse, aux autorités civiles et judiciaires cantonales et fédérales, aux partenaires privés et à nos annonceurs.

CONTACT

communication.police@vd.ch
021 644 81 90 - www.police.vd.ch

PUBLICITÉ

Next Communication SA - 021 654 05 70

© Police cantonale vaudoise

Toute reproduction autorisée avec l'accord de l'éditeur.



ECAvenir : favoriser l'intelligence collective

A Lausanne se dessine un projet qui fait figure de grande première en Europe : la réunion sous un même toit des centrales d'urgence du canton et d'un poste de commandement voué à la protection de la population et du patrimoine vaudois.

@ Coralie Rochat



De forme cubique, le futur siège de l'ECA s'ancre autour d'un patio central.

Prévention, secours et assurance sont les trois missions de l'ECA qui œuvre à la sécurité des vaudoises et des vaudois en cas d'incendies et d'événements naturels. Afin de regrouper son personnel sur un seul et même site, l'établissement d'intérêt public décidait en 2014 de construire un nouveau complexe au nord de Lausanne. Le projet baptisé ECAvenir accueillera aussi les centrales vaudoises des numéros d'urgence 117, 118 et 144 ainsi que le poste de commandement de l'Etat-major cantonal de conduite (EMCC). La nouvelle configuration permettra une montée en puissance inédite et des réponses coordonnées des acteurs sécuritaires.

3 QUESTIONS À YVES KOHLER, CHEF DE DIVISION AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ CIVILE ET MILITAIRE ET CHEF DE PROJET ECAvenir

Quels sont les principaux défis auxquels vous devez faire face dans la gestion du projet ?

Le regroupement dans un même lieu de l'ensemble des partenaires sécuritaires offre synergies et complémentarités pour faire face aux défis et enjeux futurs. Nous cherchons à créer une intelligence collective sur le même site en facilitant les échanges et le partage d'information. Au départ il a fallu créer l'adhésion à ces objectifs globaux et il faut continuellement maintenir cette dynamique. Il faut pour cela coordonner l'ensemble des demandes de façon à aboutir à un projet collaboratif répondant au mieux aux attentes de toutes et tous. Ceci tout en respectant les contraintes imposées en termes de qualité, coût et délai. Le projet est d'envergure, et je souhaite remercier tous les échelons impliqués qui font d'énormes efforts pour qu'il soit un grand succès pour notre canton.

De quelles avancées technologiques les partenaires bénéficieront-ils sur le site de la Grangette ?

Il est pour l'instant impossible de donner le détail des systèmes qui seront mis en place car le processus de marchés publics n'est pas encore entamé. Néanmoins, nous pouvons déjà dire que ce nouvel environnement sera résolument moderne, le bâtiment étant ouvert sur les nouvelles technologies. Il offrira notamment des possibilités techniques innovantes d'échanger des données plus facilement qu'à l'heure actuelle tout en garantissant une meilleure sécurité.

La pandémie de coronavirus a-t-elle eu une incidence sur l'avancée du projet ?

Oui, bien sûr, la crise du COVID a eu un impact sur l'avancement du projet avec le ralentissement de certaines activités dont les travaux sur le chantier. Toutefois, l'équipe de projet a œuvré et œuvre d'arrache-pied pour contenir le retard et aucune activité n'a été totalement stoppée. Aussi, la reprise a pu se faire rapidement dans de bonnes conditions.

REGROUPEMENT VERSUS CENTRALE UNIQUE

ECAvenir est un projet de regroupement des partenaires, pas une centrale unique dont le concept avait toutefois été évoqué par le passé. Le commissaire principal Roger Müller, directeur du support à la Police cantonale et chef de projet remplaçant ECAvenir, se rappelle: « Il y a une vingtaine d'années, l'idée d'une centrale unique pour tous les partenaires sécuritaires et de sauvetage du canton a été étudiée. Mais le projet avait été abandonné : il ne paraissait pas réaliste de former des opérateurs qui répondraient à l'entier des appels, chaque domaine étant très spécialisé et soumis à des secrets professionnels ou de fonction spécifiques. »

Fusion historique pour le 117

Composer le 117 en terre vaudoise conduit à deux centrales distinctes. Les appels passés à Lausanne sont traités par la Police municipale de Lausanne tandis que c’est la Police cantonale qui répond aux téléphones émanant du reste du territoire. Bientôt, les deux centrales n’en feront qu’une.

@ Coralie Rochat



Les collaborateurs de la Police cantonale vaudoise et ceux de la Police municipale de Lausanne prendront leur quartier au sein de la Centrale Vaudoise de Police.

Il y a environ cinq ans, la Police cantonale a eu vent de la construction du nouveau bâtiment de l'ECA au nord de Lausanne et de la volonté de réunir les centrales 118 (pompiers) et 144 (sanitaire) sous ce même toit (voir p. 6). Elle a alors saisi cette opportunité pour rejoindre le projet qui garantissait l'indépendance opérationnelle de chaque partenaire. Début 2020, sur proposition de la Police cantonale, la Police municipale de Lausanne a également souhaité intégrer le projet en regroupant sa centrale avec celle du canton. La fusion des deux centrales police 117 était sur les rails ! « Grâce au rassemblement des centrales sur un seul site, les procédures seront simplifiées et la gestion du 117 sur le territoire vaudois sera à la fois plus cohérente et économique », note le commissaire principal Roger Müller, directeur du support à la Police cantonale et chef de projet remplaçant ECAvenir.

La fusion des centrales est saluée tant du côté de la Police cantonale que de la Police lausannoise. « Sur le site de la Grangette, il n'y aura aucune distinction entre les opérateurs issus des deux corps de police qui travailleront avec les mêmes outils et répondront indifféremment à tous les appels au 117. C'est une belle aventure

et une grande avancée qui va dans le sens de la police coordonnée », note le premier-lieutenant Vincent Bornay, chef du Centre d'Engagement et de Transmission (CET) de la police vaudoise. Mais qu'en est-il des défis à relever ? « Pour les opérateurs de la Police municipale, il faudra se familiariser avec les appels en lien avec les autoroutes, les accidents de montagne et les interventions concernant le milieu nautique. Ce sont des situations qu'ils n'ont pas l'habitude de rencontrer. A l'inverse, les collaborateurs de la Police cantonale devront apprendre à connaître Lausanne qui est une ville extrêmement complexe du point de vue des événements 117 », note l'adjudant-chef Thierry Thévoz, chef de la Centrale d'alarmes et d'engagement de la police de Lausanne (CAE).

« La mutualisation permettra une efficacité accrue et un gain de temps par rapport à la transmission des informations entre les partenaires », relève l'adjudant Laurent Nicola, responsable opérationnel au CET. Les habitants du canton ainsi que les acteurs sanitaires et sécuritaires ne peuvent donc que se réjouir de cette nouvelle organisation prévue pour le premier semestre 2022.

De quoi parle-t-on ?

Actuellement, le canton de Vaud compte deux centrales 117 indépendantes :

CET de la Police cantonale vaudoise

Situation : centre Blécherette au Mont-sur-Lausanne
Appels d'urgence au 117 en 2019 : 162'226
Collaborateurs : 30 ETP

CAE de la Police municipale de Lausanne

Situation : hôtel de Police à Lausanne
Appels d'urgence au 117 en 2019 : 73'000
Collaborateurs : 24 ETP

CVP Centrale Vaudoise de Police

ECAvenir ACCUEILLERA AUSSI UNE CENTRALE DÉDIÉE AU TRAFIC

Chaque année, les appels au 117 dans le canton de Vaud augmentent. Si crimes de sang, cambriolages et vols diminuent, accroissement démographique et densité du trafic routier expliquent cette courbe ascendante.

La Gestion coordonnée du trafic d'agglomération (GCTA) ambitionne de fluidifier le réseau routier de la région Lausanne-Morges et de sauver des vies. La centrale dédiée à la gestion opérationnelle du trafic

permettra de répondre en temps réel et de manière coordonnée aux événements en lien avec la mobilité (accidents, bouchons, chantiers, etc.). L'implémentation du dispositif au sein d'ECAvenir optimisera le flux d'informations tant à destination des partenaires sécuritaires que des usagers. La GCTA est le fruit d'une collaboration entre le canton de Vaud, les 26 communes de la région Lausanne-Morges et les entreprises de transports publics que sont les tl et les MBC.

Le NEDEX et le DARD recrutent

Steeven et Fred*, les deux gendarmes, nous racontent ce qui les motive chaque jour dans leur unité respective.

@ Propos recueillis par Alexandre Bisenz

L'app Steeven, qui a œuvré dans un CGM durant 7 ans, raconte son expérience au NEDEX. « Après avoir passé quelques années au CGM de Bursins, j'ai rejoint le NEDEX comme collaborateur non-permanent afin d'élargir mon horizon professionnel. J'y ai découvert des jeunes policiers soudés et dynamiques, venant des deux corps de police, sûreté et gendarmerie. Tous les membres ne sont pas localisés au CB mais viennent des différentes régions du canton.

Chaque année, nous profitons de 17 jours de formation individuelle ainsi que d'une semaine de formation continue avec le reste de l'équipe. Les policiers qui intègrent le NEDEX restent dans leur unité et interviennent avec nous de manière non-permanente, à raison de 8 semaines de permanence par année. Nous comptons 15 collaborateurs : 12 non-permanents, 1 chef, 1 sous-chef et moi-même. La personne qui postule est immédiatement intégrée au NEDEX après avoir réussi ses examens d'entrée, il participe aux interventions tout en suivant une formation de 3 à 4 ans. Celle-ci se termine par trois semaines de validation par des experts étran-

gers qui se déroulent le plus souvent à Paris. Comme pour le DARD, on peut postuler une année après l'entrée en service. Ce que je trouve intéressant, c'est que nous sommes totalement indépendants sur le lieu de l'intervention où nous sommes engagés. Ainsi, nous savons que le résultat final ne dépendra que de nous. C'est à ces instants qu'on peut travailler sa capacité à se concentrer et à effectuer les gestes que nous avons entraînés tant de fois. Les environnements de travail sont multiples : on peut se retrouver dans des grands hôtels pour une fouille préventive, chez des particuliers pour une récupération d'explosifs ou dans un lieu public pour une alerte à la bombe. Lors d'une intervention, on jouit d'une responsabilité particulière envers les gradés engagés sur l'intervention. Et enfin, du point de vue professionnel, je pense vraiment qu'un passage au NEDEX peut apporter une plus-value lors d'un cursus opérationnel. J'encourage vraiment les personnes qui seraient intéressées à varier leur univers professionnel à venir nous rencontrer ou à participer à l'un de nos exercices. Nous serons très heureux de les accueillir. »



De son côté, l'app Fred* qui a passé 2 ans en UGM puis 2 ans à la territoriale relate son expérience au DARD : « Etre intégré au DARD est une expérience passionnante car c'est un environnement gratifiant qui pousse chacun d'entre nous à donner ce qu'il a de meilleur. Contrairement à l'image de Rambo que l'on nous prête parfois, nous ne sommes pas différents des autres policiers... nous avons juste une activité spécifique qui nous incite à repousser continuellement nos limites et à progresser dans nos connaissances du métier.

Plusieurs raisons m'ont poussé à rejoindre cette unité. Tout d'abord, il y a les missions qui sont très diversifiées et dans des environnements très variés. Souvent, lorsque nous sommes engagés, c'est l'inconnu... l'adrénaline et un stress positif montent. Cependant, chaque intervention supplémentaire nous permet de mieux nous connaître, gérer nos émotions et augmenter ainsi la confiance en soi. Pour ma part, je cherche toujours le moyen d'accomplir le geste idéal afin d'être le plus efficace possible.

Ensuite, je trouve cet environnement très stimulant car nous sommes régulièrement appelés à suivre un grand nombre de formations, que ce soit en Suisse ou à l'étranger. En effet, nous nous rendons parfois dans certains pays d'Europe, voire dans le reste du monde, pour des échanges professionnels et une fois par année, nous organisons une semaine de formation tactique où nous invitons nos homologues étrangers. Ces différents échanges nous amènent ainsi à rencontrer des personnes dont l'expérience nous aide à parfaire sans cesse nos propres méthodes.

Au sein du DARD, il y a de nombreuses spécialisations. Pour ma part, j'ai suivi la formation pour intégrer le groupe sanitaire chargé de porter secours aux personnes – policiers ou civils – qui seraient blessés lors d'une opération. Nous travaillons avec de nombreux partenaires comme les pompiers, les médecins tactiques, l'armée et tous les autres corps de police.

Mais surtout, je trouve qu'il y a un vrai esprit d'équipe et pas seulement professionnel : nous savons que si l'un de nous rencontre une difficulté, même personnelle, les autres seront toujours là pour l'aider.

En conclusion, j'incite les personnes intéressées à venir à notre rencontre, que ce soit au bureau ou au gré d'une formation commune. Il leur est même possible de venir passer une semaine en immersion dans notre unité et de participer à certains engagements. Ainsi, ils pourront voir de l'intérieur comment nous fonctionnons. Alors, n'hésitez pas et venez nous voir ! »

*Prénom fictif



EA20, une volée particulière

Entretien avec deux aspirantes et deux responsables qui nous racontent les débuts de cette volée particulière ainsi que le chamboulement lié à l'arrivée du coronavirus.

@ Alexandre Bisenz



Durant la crise du COVID, les aspirants de l'EA 2020 ont eu l'occasion de collaborer avec les inspecteurs et les gendarmes, comme ci-dessus à la centrale de Bursins...

Ecole repoussée de cinq mois à cause de la crise COVID : la volée 2020 sera particulière, d'autant plus qu'elle est la première dont la formation complète se déroulera sur deux ans. Nous avons rencontré Catherine et Lorena, aspirantes inspectrice et gendarme de cette volée unique. En compagnie de leurs formateurs, eux aussi pris dans la tourmente du COVID, elles nous racontent leurs premiers jours d'aspirantes. Catherine, future inspectrice, se lance : « En lieu et place de l'entrée à l'Académie, la police de sûreté nous a proposé de nous déployer dans les brigades pour prêter main forte aux inspecteurs selon ce que nous pouvions

faire.» Louis Dousse, responsable de la formation judiciaire pour la police de sûreté, explique : « Leur contrat de travail avec la Police cantonale débutant au mois d'avril, nous avons proposé à nos aspirants d'effectuer des missions durant la période qui les séparait de la rentrée qui avait été repoussée au mois de septembre.» Catherine reprend : « On nous a proposé de faire des stages dans toutes les brigades de la police de sûreté. Nous recevions le programme à l'avance et selon les brigades, nous remplissions le rôle de greffier ou nous assistions à des perquisitions. Parfois, nous étions sollicités pour assister à certaines opérations. Nous nous sommes également rendus dans les régions judiciaires pour bien comprendre leur fonctionnement et nous avons reçu une sensibilisation au tir et à la sécurité personnelle. De plus, nous avons appris à utiliser les programmes informatiques police.» Louis Dousse reprend : « Cependant, nous faisons toujours attention à ce que ces tâches soient compatibles avec leur statut. Les cellules de formation gendarmerie et sûreté ont travaillé en parfaite collaboration même dans l'urgence afin d'établir un programme de formation rapide pour les aspirants avant leur entrée à Savatan. Trois domaines ont été développés : sport, nutrition et méthode d'apprentissage.»

Du côté des aspirants gendarmes, Lorena explique ce qu'elle et ses camarades ont vécu : « Avec les autres, nous étions prêts à nous rendre à Savatan au mois d'avril. Pour ma part, je travaillais comme agente de sécurité et j'avais déjà donné ma démission à mon employeur lorsqu'on nous a annoncé que la date d'entrée à l'école était repoussée.» Nicolas Meylan, mentor EA20, explique que lorsque l'Académie a annoncé fin mars le report de la rentrée, la Police cantonale était déjà en ordre de bataille derrière l'EMCC pour faire face à l'épidémie de COVID. Cette crise avait tout remis en question et, naturellement, le plan de formation était totalement bousculé. Il a été décidé d'incorporer les aspirants aux effectifs déjà engagés sur le terrain. Ainsi, une vingtaine d'entre eux ont été envoyés dans les centres de gendarmerie mobile, dans des postes, tandis que certains ont intégré une structure de conduite. Mais comment cela s'est-il organisé ? Lorena raconte : « Fin mars, nous avons été contactés individuellement. On nous a alors demandé si nous étions d'accord d'apporter notre soutien aux forces engagées dans la gestion de la crise COVID. J'ai évidemment dit oui. On m'a alors envoyé au centre de gendarmerie mobile (CGM) de Bursins où j'ai collaboré avec les ASP. Là-bas, j'ai pu découvrir le fonctionnement de la centrale d'un CGM, apprendre à utiliser les outils de recherche de personnes, le programme SAGA, le JEP et me familiariser avec la vie des unités.» Lorena complète : « La formation rapide sur trois domaines mentionnés plus haut nous a permis de rencontrer les aspirants de la police de sûreté. Nous avons fait connaissance avec eux. C'étaient de bons moments de partage. Pendant cette période particulière nous avons également passé notre permis de conduire théorique C1/D1 nécessaire à la conduite des bus IRIS et nous avons suivi des cours sur les dangers invisibles que sont l'électricité, le gaz, le GPL...» Catherine conclut : « Bien sûr, l'expérience que nous avons vécue est exceptionnelle. Mais ces quelques mois nous ont donné l'occasion de faire de nombreuses expériences qui n'auraient pas été possibles en temps normal. Dans ce sens, cette période a été passionnante ! »



...lors d'auditions menées par la police de sûreté (ici Catherine)



...lors de contrôles de circulation



...lors de mise en place de dispositifs (ici Lorena)



...ou lors d'opérations impliquant des partenaires comme la Rega

« Chacun doit trouver son équilibre. Le mien passe par le sport »

« Le sport a toujours fait partie de ma vie. » Rencontre avec le Lt Raphaël Kammermann, remplaçant chef de section qui nous en dit plus sur ses motivations, sur la relation qu'il entretient avec le sport et l'équilibre qu'il lui procure.

@ Alexandre Bisenz

« Le sport m'accompagne depuis toujours », explique le Lt Raphaël Kammermann, remplaçant chef de section. « Depuis ma prime jeunesse, j'ai testé de nombreuses disciplines: montagne, vélo, courses de fond, trails et bien d'autres comme le foot où j'ai même atteint, à quinze ans, le stade de la sélection pour entrer dans l'équipe nationale. » Raphaël était en poste de 2005 à 2007, puis ensuite à la gendarmerie mobile. Après quelques années à patrouiller sur les routes du canton, il devient remplaçant chef UGM à Rennaz puis remplaçant chef de poste à Renens. « Après mon cursus, j'ai été nommé remplaçant chef de section au centre de la Blécherette en mars 2020. » Si les activités sportives ont pris cette place dans la vie de notre lieutenant, c'est qu'elles soutiennent l'ensemble de ses activités, professionnelles ou personnelles. « Le sport m'a accompagné durant toutes les étapes que je traverse. Plus la tension monte, plus mes entraînements sont intenses... cela fait partie de mon équilibre. Et pour avancer, je me fixe des objectifs, par exemple le fait de participer à telle ou telle course, atteindre tel niveau ou figurer dans le peloton de tête d'une compétition en particulier. Même si ma fonction actuelle est exigeante, le sport est toujours là pour m'aider. Je trouve que nous avons de la chance de travailler pour un employeur qui laisse autant de liberté à ce niveau. Les nombreux clubs de la Police cantonale et les plages horaires qui sont à notre disposition pour s'exercer sont uniques. »

Mais tout n'a pas été simple pour ce jeune père de famille. En février 2018, un genou est endommagé par une déchirure des ligaments et du ménisque. « Evidemment, dans ces moments, il faut rassembler ses forces pour ne pas se décourager. Alors je me suis fixé pour objectif le marathon de Lucerne en octobre de la même année. Prudemment, j'ai recommencé à courir, toujours suivi par un physio et petit à petit, j'ai remonté la pente... ça a pris du temps. Le jour du marathon, six mois post-opération, j'étais très concentré, mais j'étais prêt. Pour finir, j'ai effectué la distance en 3h12. J'étais content de moi. » Mais au début de l'année 2020 arrive la crise du COVID. « Durant cette période particulière, mes trois enfants et ma femme étaient à la maison. Je ne me voyais pas rentrer du travail et aller m'entraîner comme si de rien n'était. J'ai donc continué le sport... mais en famille. Parfois, je partais avec mon fils aîné pour faire du paddle, sinon nous faisons des sorties ensemble. Cette crise a consolidé mon équilibre familial, déjà fort. Ma famille m'accompagne sur les courses et fait partie de mes plus fidèles supporters. » Pour 2022, je me suis fixé un objectif un peu fou : l'ascension du Cervin. Avec un groupe de collègues, nous allons certainement grimper depuis l'Italie puis redescendre par Zermatt. L'escalade, à ce niveau, c'est un nouveau défi et je m'entraîne en conséquence, mais je sais que cette aventure me fera progresser physiquement et mentalement. Je me réjouis. »



Rééducation chez le physio, 2 mois après l'opération. Objectif, le marathon de Lucerne quelques mois plus tard.

Vélo en Autriche, août 2020.



Kerzerslauf, en mars 2019. Toute la famille est venue en renfort pour soutenir son champion.



Sortie paddle sur le Léman en juillet 2020.

La coordination et la centralisation sont les clefs de la gestion des relations citoyennes

Courriers adressés au commandant ou à la cheffe de département, conflits larvés entre voisins, menaces de mort à l'encontre d'un magistrat ou d'un employé de guichet d'un service de l'Etat, autant de situations qui peuvent être gérées de manière centralisée et coordonnée par les spécialistes de la Division gestion des menaces et doléances citoyennes.

@ Alexandre Bisenz



De gauche à droite : adj Michel Riesen, adj Christian Agassis, adj Caryl Jeanrenaud, off. spécialiste Olivia Cutruzzolà, cheffe de section, sgtm Claude-André Meystre, Marjorie Recordon, juriste, sgtm Philippe Vogt.

Créée le 1^{er} janvier 2019 et rattachée à la Direction de la communication et des relations avec les citoyens, la Division gestion des menaces et doléances citoyennes compte trois spécialistes : l'adjutant Michel Riesen, spécialiste en gestion des menaces, le sergent-major Philippe Vogt, son adjoint, et Marjorie Recordon, juriste spécialiste en médiation. Les missions de cette entité se divisent en deux pôles d'activités principales : la gestion des personnes menaçantes et la gestion des doléances citoyennes.

« UNE POLICE SOCIALE À L'ÉCOUTE ET EN SOUTIEN DES PLUS PRÉCARISÉS »

La Police cantonale est confrontée à de nombreuses situations de litiges, voire de conflits qui occasionnent de multiples interventions de patrouilles de police. Parfois les conflits s'enlisent et les protagonistes se complaisent dans des dialogues stériles et sans issue possible. Les policiers de terrain, qu'ils proviennent de l'intervention ou de la proximité, ne parviennent pas à solutionner le problème et ne peuvent plus y consacrer du temps et des ressources. Les compétences des spécialistes en gestion des menaces et doléances citoyennes entrent alors en jeu. Les outils empruntés à la gestion de conflits que sont l'écoute active, le désamorçage et la proposition de résolution de problèmes à l'amiable permettent d'apporter de l'apaisement et des solutions constructives pour les parties en conflit. L'officière spécialiste Olivia Cutruzzolà, cheffe de section, précise : « Nous constatons jour après jour que nous sommes souvent le dernier rempart pour ces citoyens à la marge de la société. Certains sont empêtrés dans des situations extrêmement difficiles comme de l'endettement, des séparations douloureuses ou des périodes de chômage et parfois des pathologies d'ordre psychologique ou psychiatrique. La dureté des conditions de vie affecte bon nombre de citoyens qui ne voient pas d'issue à leurs problèmes. Ces gens, de par leur comportement parfois agressif, sollicitent beaucoup les services de l'Etat qui ne savent plus comment gérer certains dossiers. Ils peuvent alors faire appel à nos services. »

Dans la continuité du travail effectué par l'adjutant Michel Riesen depuis de nombreuses années, une prise en charge ciblée des citoyens en conflit avec d'autres ou en rupture avec les services publics et leurs représentants doit permettre à ceux-ci de trouver une écoute et un soutien. La police joue ce rôle, là où d'autres services sont parfois limités faute de ressources humaines et de disponibilités, voire de solutions. La clef du succès réside alors dans l'excellente collaboration avec le réseau de partenaires internes et externes. « En effet, nous avons consolidé et formalisé les contacts avec les partenaires également confrontés aux citoyens durablement ou passagèrement en difficulté du canton. Nous dialoguons et échangeons des informations, dans le respect des bases légales en vigueur, lorsque les situations l'exigent avec la direction de l'enfance et de la jeunesse, l'office des curatelles et tutelles professionnelles, les écoles, l'unité de médecine des violences, le médecin cantonal et ses adjoints, la justice de paix et d'autres services encore. » Dans la gestion de ces situations humaines hautement complexes, la Police cantonale doit s'appuyer sur le soutien d'autres spécialistes de la chaîne sociale, judiciaire et médicale. « Nous favorisons le travail en réseau également à l'interne de l'institution. Deux fois par mois, nous nous réunissons avec les représentants du détachement de proximité et le secrétariat d'état-major de la gendarmerie afin de faire le point. »

PRÈS DE 2'000 DOLÉANCES CITOYENNES PAR AN

La Police cantonale répond à chaque doléance citoyenne reçue par courrier, courriel et messageries de réseaux sociaux. Lorsqu'un citoyen est mécontent d'une prise en charge policière et/ou ne la comprend pas, lorsqu'il souhaite remettre en question une décision, lorsqu'il s'interroge, voire même lorsqu'il souhaite remercier les policiers, il a coutume de s'adresser au commandant ou à la Conseillère d'Etat en charge du département de l'environnement et de la sécurité. « Cela représente environ 2'000 doléances que nous traitons chaque année. Nous nous faisons un point d'honneur de répondre à chacune car nous comprenons que le citoyen ait besoin

de sens dans une société complexe. En tant que service public, nous devons rendre des comptes sur notre action en général. C'est une question de légitimité, de crédibilité, de confiance et d'image. »

Avant, plusieurs entités au sein de l'institution traitaient la doléance : le service juridique, la gendarmerie, les chargés de prévention, voire le community manager. « Après une analyse approfondie, nous avons réalisé que certains s'adressaient pour la même situation à plusieurs interlocuteurs. Les rédacteurs de doléances citoyennes voulaient ainsi être sûrs d'obtenir une réponse. Pour éviter des incohérences et la dilution des responsabilités, le commandement a accepté la centralisation de cette activité au sein d'une même entité. » Là encore, la coordination avec les services impliqués est primordiale. « Lorsque quelqu'un demande des comptes ou remet en cause l'intervention d'une patrouille de police, il s'agit d'obtenir la détermination des gendarmes ou policiers impliqués avant de pouvoir répondre au citoyen. Nous collaborons donc étroitement avec les services concernés. L'expérience montre qu'en accordant du temps et de l'intérêt aux questions posées par les citoyens, nous résolvons la quasi-totalité des problèmes. Les gens ont besoin de partager ce qu'ils vivent. Les écouter, donner du sens, expliquer nos actions et offrir une réponse circonstanciée et la plus objective possible est notre travail. Lorsque nous commettons des erreurs, nous nous excusons au nom du service. C'est fondamental d'avoir une posture la plus neutre et objective possible face aux situations que nous traitons. »

COMMUNIQUEZ AVEC NOUS !

Vous souhaitez remercier notre personnel à la suite d'une intervention ? Faites-le par courrier postal ou par e-mail, adressé au chef de corps. Vos remerciements seront transmis au(x) policier(s) concerné(s) et repris dans son/leur dossier personnel.

Au contraire, votre contact avec nos services ne s'est pas déroulé comme il fallait et vous souhaitez exprimer votre mécontentement contre un membre de notre personnel ?

Contactez alors notre Division gestion des menaces et doléances citoyennes. Trois spécialistes peuvent vous répondre en tout temps :

Coordonnées générales :
Téléphone : 021 644 83 37
E-mail : info.police@vd.ch

Vous travaillez dans un service de l'Etat et êtes victime de menaces de la part d'un citoyen? Vous pouvez adresser vos demandes à menaces@vd.ch. Nos spécialistes en gestion des menaces prendront alors contact avec vous.

A la découverte de la police de la ville de Londres

Comment les collègues anglais, pour la plupart non armés, ont-ils maîtrisé la série d'attaques terroristes qui ont frappé la ville de Londres en 2017 ? C'est le sujet du stage effectué par l'app Alexandre de Vevey parmi les forces de police londoniennes entre août et novembre 2019.

@ Alexandre Bisenz



Un gendarme vaudois en visite à Londres.

« Attaque terroriste : formation, doctrine d'engagement et prise en charge des primo-intervenants », tel était le sujet d'étude que l'app Alexandre de Vevey a effectué durant ses trois mois de stage au sein de la Metropolitan Police de Londres (MET). « Je voulais étudier la stratégie mise en place par la police londonienne pour répondre aux attaques terroristes qui ont eu lieu sur son territoire », car en effet, la police londonienne n'a cessé de se perfectionner après le quadruple attentat suicide de juillet 2005, puis la série d'attaques qui ont frappé la ville en 2017. Elle a appris de ses succès, de ses erreurs et a fini par mettre au point une stratégie efficace pour répondre aux attaques. « Historiquement, les agents de police – les Bobbys – ne sont pas armés, mais 8 minutes après l'attaque à la voiture bélier du 3 juin 2017, les trois terroristes ont été neutralisés. Comment ont-ils fait ? » C'est que la technique est

bien rôdée. Depuis la formation des policiers, en passant par la doctrine d'engagement jusqu'à la prise en charge des primo-intervenants, la tactique a été améliorée et la MET dispose maintenant d'une capacité de réponse qui fait autorité dans tout le Royaume-Uni. Alexandre de Vevey explique : « Titulaires d'une formation de premiers secours, les primo-intervenants non-armés, souvent issus du Response team (l'équivalent des unités mobiles de gendarmerie), établissent des points de repli pour abriter les victimes d'un attentat et prodiguer les premiers soins. Durant cette phase, ils donnent également des renseignements sur les mouvements des terroristes. C'est les Armed Response Vehicles (ARV), unité d'intervention armée, qui viendront alors prêter main forte. Cette unité très mobile est constamment disponible sur l'ensemble du territoire londonien. »

En matière de prévention, la MET utilise sa visibilité, dans les zones touristiques par exemple, où elle effectue des contrôles ciblés. « Agissant ainsi, elle affiche sa présence et cette technique d'occupation du terrain est très efficace, laissant peu d'espace aux éventuels auteurs de délits pour s'organiser. » Alexandre revient sur les deux autres points de son étude : la formation des policiers et leur prise en charge. « Concernant d'abord la formation des primo-intervenants, j'ai constaté qu'elle n'était pas très poussée car ce qu'on attend d'eux tient d'abord des premiers secours et du renseignement. Enfin, concernant la prise en charge, une aide psychologique est à disposition en permanence et il existe un centre de remise en forme qui accueille les policiers blessés, psychologiquement ou physiquement. Toutefois, ceux qui en ressentent le besoin doivent en faire la demande car ce support ne vient pas à eux spontanément. » Dans un monde policier peu enclin à montrer ses faiblesses, faire cette demande pourrait représenter un obstacle, mais une fois sollicité, le suivi est constant et la prise en charge très professionnelle.

Mais peut-on comparer une police qui veille sur 9 millions d'habitants et la Police cantonale vaudoise ? « Evidemment, on trouvera à Londres un environnement totalement urbain avec ses problématiques propres. Toutefois, j'ai retenu de nombreux enseignements que j'applique dans mon activité quotidienne. Par exemple, lors de contrôles en rue, les policiers anglais prennent le temps d'en expliquer la raison en suivant un protocole très précis, ils évitent ainsi toute incompréhension de la part de la personne visée. Certes, nous faisons la même chose à la gendarmerie, mais cette expérience m'a servi de piqure de rappel. Evidemment, après ces trois mois de stage, je porte un autre regard sur la manière de gérer une attaque terroriste. Je pense que nous sommes également bien préparés, tout en espérant bien sûr que nous n'y serons jamais confrontés.



Cressida Rose Dick est à la tête de la MET depuis 2017. Elle a été distinguée par la Queen's Police Medal et par la médaille de l'Ordre de l'Empire Britannique.



Les policiers londoniens ne sont armés que de leur sourire.

LA METROPOLITAN POLICE DE LONDRES (MET) compte 42'000 collaborateurs (policiers uniformés, inspecteurs et personnel civil), c'est une police urbaine en charge de la sécurité de 9 millions d'habitants qui fait face à des gangs, du trafic d'armes, du terrorisme, du grand banditisme. Elle coordonne la lutte contre le terrorisme dans tout le Royaume-Uni et gère la sécurité de la famille royale. Elle est également en charge de la protection de 164 ambassades et hauts commissariats étrangers, de la sécurité de l'aéroport d'Heathrow et de la protection du palais de Westminster, siège du gouvernement.

ÉCHANGES ORGANISÉS PAR UNE FONDATION

C'est la Fondation Sir Arthur Conan Doyle située à Lucens qui propose des programmes d'échanges de policiers entre la Suisse et l'Angleterre depuis 1976. Un officier anglais et un confrère vaudois se croisent et visitent la police de l'autre pays. Ainsi, du 5 août au 5 novembre 2019, l'app Alexandre de Vevey s'est rendu dans la capitale britannique, et actuellement une policière londonienne visite la Police cantonale vaudoise. Si vous la croisez, merci de lui faire un bon accueil.

Graffitis : réagissez sans tarder !

« Les victimes de graffitis doivent rapidement dénoncer les cas. Pour pouvoir être réactifs, nous devons avoir connaissance des dommages au plus vite.»

@ Alexandre Bisenz

« Nous sommes parfois sollicités des années après les faits et c’est bien trop tard... les victimes de tags ou de graffitis devraient avoir le réflexe de porter plainte immédiatement pour que des investigations puissent être menées efficacement », explique Frédéric, l’un des deux membres de la cellule d’enquête de la Police cantonale vaudoise dédiée aux graffitis. « Trop souvent un propriétaire ou une gérance d’immeuble décide de nettoyer des tags ou des graffitis après plusieurs années. Ils demandent un devis à une entreprise de nettoyage et l’envoient à leur assurance pour qu’elle prenne en charge les frais de remise en état, mais celle-ci répondra qu’elle n’entre en matière que si une plainte est déposée. Lorsque c’est fait, le cas arrive chez nous, mais plus le lésé aura tardé, plus l’identification des auteurs sera ardue.»

Créée en 2015 pour faire face à l’augmentation du phénomène des tags et graffitis dans le canton, la cellule graffitis de la Police cantonale mène les enquêtes visant à identifier et déferer les sprayeurs et les tagueurs en tout genre. « Le monde des graffeurs est notamment composé de bandes qui montent de véritables opérations pour aller sprayer des immeubles ou des trains parfois dans toute l’Europe. On peut avoir par exemple des bandes qui

viennent d’Espagne pour graffer un train, alors qu’il est au dépôt, puis passent par la France pour faire de même avant de rentrer. L’expédition sera parfois filmée et publiée sur les réseaux sociaux pour se mettre en avant », explique Frédéric. De l’autre côté, il y a les tags : « Certains tags, le plus souvent des signatures, sont faits au feutre sur un maximum de supports en rue, afin d’être vus et que l’auteur soit reconnu dans son milieu.» Fréquemment, l’apprenti sprayeur commence par faire des tags, avant de se lancer dans les graffitis. Et des immeubles, il passe vite aux trains pour être davantage exposé et gagner en notoriété.

La plupart du temps, les auteurs ne se rendent pas compte des frais parfois astronomiques qu’ils devront payer s’ils sont identifiés. Par exemple, les compagnies de chemin de fer ne font pas seulement rembourser les frais de remise en état des trains taggués, ils font également payer le transport des wagons jusqu’au lieu de nettoyage, ainsi que le manque à gagner de sa non-utilisation. La remise en état des wagons coûte des milliers de francs, voire des dizaines de milliers selon l’étendue des dégâts. D’où l’importance de dénoncer rapidement le cas pour que des investigations puissent être menées sans tarder.



Un graffiti (ici à droite) est une composition, très souvent colorée et peinte à la bombe, alors qu’un tag (ci-dessus) est en général une signature, lisible ou non, tracée au feutre ou également à la bombe.

TAGS OU GRAFFITI, QUE FAIRE ?

PRENDRE UNE PHOTO
APPELER LE 117
OU DÉPOSER UNE E-PLAINTE

PLACE
À LA
MO-
BILITÉ

Piétons, poussettes, personnes à mobilité réduite : INOVIL vous fait de la place et porte vos courses.

INOVIL réunit les parkings Riponne, Rôtillon et Valentin.

INOVIL

La place libère l’esprit

Perception de la sécurité chez les habitants de Lugano

L'enquête LOSAI, menée par la police de la ville de Lugano en collaboration avec l'Unité de Recherche en Criminologie de l'Ecole des Sciences criminelles de Lausanne, a révélé des résultats globalement positifs concernant la perception de la sécurité auprès des habitants de cette ville.

@ Valérie Ducommun-dit-Verron



Les policiers de Lugano veillent sur une ville perçue comme sûre par ses habitants.

Entre janvier et avril 2019, la police de la ville de Lugano a mené une enquête nommée LOSAI (Lugano, le opinioni sulla sicurezza degli abitanti : intervista) en collaboration avec l'Unité de Recherche en Criminologie de l'Ecole des Sciences criminelles de Lausanne, composée par le Prof. Stefano Caneppele (coordinateur du projet), le Prof. Marcelo F. Aebi, la Dr. Christine Burkhart, Dr. Riccardo Milani et avec le soutien du Service des Statistiques urbaines, de la Division de la Communication et des Relations institutionnelles et de la Division Informatique de la Ville de Lugano.

L'enquête LOSAI s'est concentrée sur la perception des habitants de Lugano concernant la qualité de vie, la sécurité ainsi que les initiatives de la police et de la ville entre 2014 et 2018. Sur les 14'717 personnes tirées au sort pour chaque quartier, 7'885 ont répondu au sondage, ce qui représente un taux de participation particulièrement positif (53.6%).

Parmi eux, 79.6% des citoyens se disent satisfaits ou très satisfaits de leur qualité de vie. Le niveau élevé de satisfaction est associé à une évaluation positive du niveau de sécurité à Lugano, ce qui confirme l'importance de la sécurité sur la qualité de vie. Le niveau de sécurité est considéré comme élevé ou très élevé par 82.4% d'entre eux. En outre, 43.5% estiment que le niveau de sécurité s'est amélioré ou s'est grandement amélioré au cours des cinq dernières années, contre 5.4% qui pensent que la situation s'est aggravée ou s'est grandement aggravée.

De même, 76% des Luganais se disent satisfaits ou très satisfaits du travail de la police, tandis que 4% ne le sont pas. En 2018, 58.4% d'entre eux sont entrés en contact avec elle pour parler, pour demander des informations ou des conseils, pour intervenir, en raison d'amendes ou pour déposer des déclarations de perte de biens. Et 73.7% demandent une plus grande présence policière dans les quartiers, surtout le week-end et la nuit.

Parmi les principales villes suisses, Lugano présente les taux de criminalité les plus bas, tant pour les crimes violents (4.9 crimes pour 1'000 habitants) que pour les délits contre les biens (15.2 vols, hors vol à l'étalage, pour 1'000 habitants). On observe également une diminution généralisée de tous les types de criminalité à partir de 2014, soit -39.1% (cambriolages), -27% (vols de véhicules), -79% (vols dans les véhicules), -51.7% (vols à la tire et agressions) et -31.6 % (vandalisme contre la propriété privée). Par rapport à 2014, il y a eu une augmentation de 2.8% des interventions de la police (valeur stable). En revanche, il y a eu une diminution de ces interventions en cas d'accidents (-6%), de bruit (-4.8%), de litiges (-7.7%) et de vols (-48.8%). En moyenne, la police de Lugano réagit en 9 minutes mais le temps est raccourci en cas de vol (4 minutes) ou d'agression (5 minutes).

Pour les amendes, il y a eu une augmentation à partir de 2014 des infractions routières (+10.4%), du non-respect des limites de vitesse (+51.9%) et de l'utilisation de téléphones portables au volant (+73.9%). Le nombre d'infractions enregistrées lors de contrôles radar entre 2014 et 2018 a atteint une moyenne de 8.7% (16.6% dans les zones 30).

La fréquence d'utilisation d'internet est étroitement liée à la perception de la sécurité, notamment en ce qui concerne les opérations bancaires ou les paiements en ligne. Les citoyens prennent de la sorte des mesures préventives : code PIN (78.1%), antivirus (71.8%) et numéro de téléphone bancaire stocké (58.2%). De 2014 à 2018, 31% d'entre eux ont été victimes d'un délit en ligne (attaque par un virus informatique, fraude en ligne ou utilisation non autorisée de leurs données). Alors que la criminalité traditionnelle a généralement diminué, la criminalité en ligne représente une part croissante de la criminalité totale.

DES RÉSULTATS POSITIFS

Lugano est perçue comme une ville sûre, confirmant ainsi les données des statistiques nationales de 2015, 2016 et 2017 qui la situent en première place parmi les villes suisses pour la sécurité. Les citoyens se sentent à l'abri dans leur quartier, considèrent que la police y est présente et ont confiance dans le travail de celle-ci, lequel constitue l'un des facteurs déterminants du sentiment de sécurité. Par ailleurs, ces résultats fournissent à la police de la ville de Lugano des indications très utiles sur les stratégies d'intervention à adapter ou à adopter. De la sorte, elle peut procéder à une évaluation du travail de proximité qu'elle a développé en se montrant à l'écoute des citoyens, identifier ses possibilités d'amélioration et agir en conséquence.

- ✓ Étude de sécurité gratuite
- ✓ Consultation personnalisée de votre foyer
- ✓ Un seul interlocuteur pour votre système d'alarme, sa révision et l'intervention

Un concept de sécurité « all inclusive » pour votre foyer !

Demandez aujourd'hui votre offre gratuite sur **www.securitas-direct.ch** ou au **0899 80 85 90**

La formation continue reprend de manière uniformisée et mutualisée

Afin de permettre à tous les policiers du canton de bénéficier du même niveau de formation, un concept inédit a été mis en place. Tous les policiers vaudois seront astreints aux mêmes exigences formatives, quel que soit leur corps d'appartenance.

@ Alexandre Bisenz



Le nouveau concept de formation continue rassemble des policiers de divers corps.

Afin de permettre à tous les policiers du canton de bénéficier du même niveau de formation au tir ainsi qu'en matière de sécurité personnelle et sanitaire, un concept inédit a été mis en place. Il permet de garantir l'atteinte d'objectifs minimaux pour tous. Tous les policiers vaudois seront astreints aux mêmes exigences formatives, quel que soit leur corps d'appartenance. Les collaborateurs et collaboratrices de la Police cantonale vaudoise (inspecteurs, inspectrices et gendarmes), ainsi que celles et ceux des Polices ayant sollicité une collaboration consolidée enseigneront et participeront aux mêmes sessions sans distinction. Ainsi les formateurs et formatrices pourront être gendarme, policier/cière ou inspecteur/trice, tout comme les participants et participantes. Les autres entités

qui poursuivent leur activité de manière autonome appliqueront le même programme formatif et répondront aux mêmes critères d'évaluation. Des contrôles de connaissance permettront de garantir que chaque policier réponde aux minimas fixés. En cas de nécessité, les personnes présentant des difficultés seront convoquées en remédiation.

Les formations de tir et de sécurité personnelle se dérouleront dès le mois de juillet au Centre de la Blécherette au Mont-sur-Lausanne. La formation sanitaire reprendra ultérieurement dans différents endroits comme le CB, mais également de manière décentralisée en des lieux à définir.

«Ensemble, tout devient possible.»

En tant qu'assurance mutuelle suisse,
nous ne vous laissons jamais seul.
www.vaudoise.ch

 **125**
vaudoise
Assurances

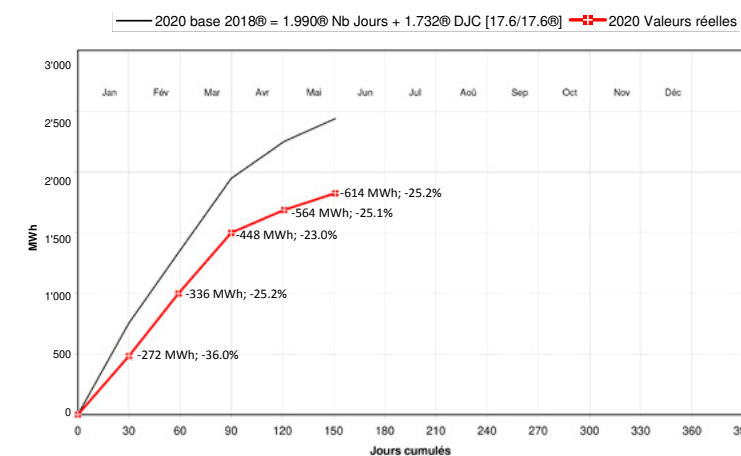
Heureux. Ensemble.
Depuis 125 ans.

Consommation d'énergie au CB: des réglages qui font la différence

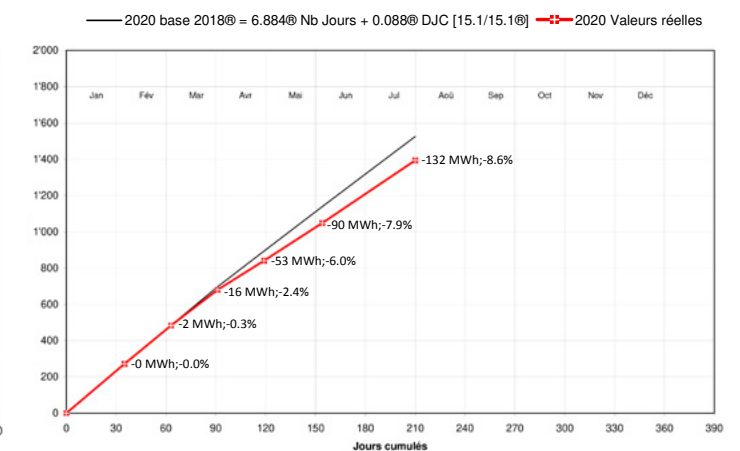
Une vaste étude a mis en lumière les potentielles économies d'énergie qui pourraient être réalisées sur les installations existantes.

@ Alexandre Bisenz

Consommation de gaz cumulée 2020 : valeurs réelles et valeurs calculées sur base des paramètres 2018®.



Consommation d'électricité cumulée (HD + HP) 2020 : valeurs réelles et valeurs calculées sur base des paramètres 2018®.



Se référant à la nouvelle Conception cantonale de l'énergie (CoCEn) adoptée par le Conseil d'Etat en 2019, le Canton de Vaud a mandaté un bureau d'études afin d'analyser les données énergétiques des bâtiments du Centre de la Blécherette (CB). Il faut dire que la politique énergétique cantonale est ambitieuse et fixe deux objectifs de taille à l'horizon 2050 : réduire la consommation d'énergie par habitant de près de 60% et couvrir 50% des besoins énergétiques du canton par des ressources renouvelables. L'étude menée au CB a montré que le fonctionnement de certaines installations pouvait être optimisé. « Par exemple, explique Patrick Vallotton, adjoint au chef logistique et bâtiments, nous avons remarqué que certains parkings intérieurs de la gendarmerie avaient été équipés de chauffages souvent en fonction. Nous avons modifié leurs réglages et réduit leur temps de fonctionnement. » Dans certains locaux du CB, nous avons constaté que les ventilations pouvaient être éteintes à certains moments de la journée ou de la nuit. Ce sont des petites mesures, mais mises bout à bout, elles contribuent à faire baisser notre consommation d'énergie de manière sensible. Comparées aux chiffres de 2018, les mesures actuelles montrent une diminution de la consommation d'énergie » (voir le graphique ci-contre). Patrick Vallotton reprend : « Nombre de réglages ont déjà été modifiés sans diminution de confort pour les utilisateurs. Tout au plus, quelques habitudes ont-elles évolué. On n'a pas besoin de faire de grands réglages, mais ceux que l'on a effectués nous font déjà réduire notre consommation. »

A TITRE DE COMPARAISON, VOICI LA TENDANCE DE CONSOMMATION 2019/2020 DES BÂTIMENTS DU CB DÉFINIE SUR LA MÊME BASE CLIMATIQUE QUE LES DONNÉES DE RÉFÉRENCE DE 2018 :

-14% Chaleur 2019 (réf. 2018)
-25% Chaleur 2020 (réf. 2018)
-1.5% Electricité 2019 (réf. 2018)
-8.5% Electricité 2020 (réf. 2018)

Nouveaux locaux pour le poste d'Echallens depuis le mois de mai

Le poste de gendarmerie d'Echallens a déménagé dans les nouveaux locaux de l'administration communale à proximité du château. Les gendarmes ont été rejoints par les inspecteurs de la région judiciaire centre avec lesquels la collaboration s'est intensifiée, avec plusieurs succès à la clé.

@ Alexandre Bisenz

Depuis le mois de mai 2020, le poste de gendarmerie d'Echallens a déménagé dans les nouveaux locaux de l'administration communale récemment construits à côté du château. Installés auparavant dans un appartement à proximité de l'église, et ce depuis 45 ans, les gendarmes du poste ont été rejoints par les inspecteurs du Groupe judiciaire de la Police de Sûreté, ainsi que par le répondant de proximité du Jura Nord-Vaudois. « Nous avons gagné de la place, mais surtout, le rapprochement avec le groupe judiciaire a été bénéfique. Nous effectuons des opérations communes et les résultats sont toujours au rendez-vous », explique le sgtm Léopold Rouiller, remplaçant du chef de poste qui poursuit : « Les locaux actuels sont de véritables bureaux, mieux adaptés à notre travail. » Il conclut : « Nous avons de la chance, avec le château à proximité, l'environnement est magnifique. » L'inauguration de l'ensemble des locaux de la nouvelle administration a eu lieu le 4 septembre. COVID oblige, cette inauguration s'est faite sans délégation officielle afin de limiter le nombre de personnes présentes. Du côté de la Police cantonale vaudoise, seuls le plt Porchet, le chef de poste et le chef du groupe judiciaire étaient présents.



Les gendarmes d'Echallens ont pris possession de leur bureau avec enthousiasme.



Gendarmes d'Echallens et inspecteurs de la région judiciaire centre sont désormais réunis sous un même toit.

9^e Championnat d'Europe de Cyclisme de Police

Le temps de la relance est arrivé ! Après l'interruption nécessaire due à la pandémie et au report d'une année de la manifestation, sachez que la Police cantonale organisera le prochain Championnat d'Europe de Cyclisme de Police du 20 au 24 septembre 2021 à Chamblon, qui se transformera durant une semaine en ville hôte et hébergera les participants ainsi que les invités.

@ Daniel-René Pasche

La relance est le terme parfaitement adapté à la situation et au cyclisme. En effet, nous devons dès la fin de cet été reprendre de la vitesse dans nos préparatifs en quelques tours de pédale ou encore prendre des décisions dans un certain nombre de dossiers. Durant la période dite coronavirale, le Comité d'organisation a contacté tous les partenaires annoncés – autorités politiques et privés – pour les informer de notre situation et leur demander leur avis sur leur soutien. Tous ont maintenu leur confiance à notre manifestation à commencer par le Conseil d'Etat. L'Armée suisse et la Protection Civile vaudoise, section Jura Nord vaudois, nous ont également confirmé leur présence et la mise à disposition des infrastructures nécessaires. La place d'armes de Chamblon accueillera les 150 sportives et sportifs de haut niveau et les 50 délégués officiels dans les casernes. Un village des par-

tenaires et de course sera édifié sur la place centrale et servira de point d'appui aux départs et arrivées des courses en ligne et contre la montre. La toute nouvelle halle à usages multiples devrait, elle, être l'épicentre des cérémonies d'ouverture et de clôture et bien entendu du repas officiel puis de la soirée dansante finale. Les responsables de l'Union Sportive des Polices d'Europe via la Commission Suisse du Sport de Police ont accepté le report et, surtout, relevé nos efforts pour maintenir notre organisation en 2021. Aujourd'hui et compte tenu des travaux effectués depuis mars dernier, nous tenons à remercier l'Etat-major de la Police cantonale, les Chefs de Corps et tous les collègues impliqués de près ou de loin dans cette préparation. Nous apprécions ce travail d'équipe, en peloton, pour maintenir un rythme acceptable dans la préparation et la finalisation de notre projet.





EQ POWER

Le meilleur de deux mondes.

Le GLC Coupé Plug-in-Hybrid dès CHF 599.-/mois.

Testez-la



GROUPE-LEUBA.CH 8 agences de proximité Mercedes-Benz

Renens - La Tour-de-Peilz - Lausanne - Yverdon-les-Bains - Aigle - Morges - Cortaillod - Delémont

GLC 300 e 4MATIC, 211 + 122 ch (155 + 90 kW), prix de vente au comptant: CHF 68 442.- (valeur du véhicule de CHF 73 200.-, moins l'avantage prix de CHF 4758.-). 21,9 kWh/100 km (2,9 l/100 km), 67 g CO₂/km, catégorie de rendement énergétique: C. Exemple de leasing: durée: 48 mois, kilométrage: 10 000 km/an, taux annuel effectif: 1,92 %, 1er versement plus élevé: CHF 17 600.-, versement mensuel à partir du 2e mois: CHF 599.-. Une offre de Mercedes-Benz Financial Services Schweiz AG. Assurance casco complète obligatoire. L'octroi d'un crédit est interdit s'il est susceptible d'entraîner le surendettement du preneur de leasing. Modèle illustré: GLC 300 e 4MATIC, 211 + 122 ch (155 + 90 kW), avec options (peinture métallisée, AMG Line, jantes alliage AMG 50,8 cm (20») multibranches, pack d'assistance à la conduite, affichage tête haute, MBUX réalité augmentée pour la navigation, marchepieds look aluminium avec picots en caoutchouc, pack Premium Plus) prix de vente au comptant: CHF 86 548.-, 21,9 kWh/100 km (2,9 l/100 km), 67 g CO₂/km, catégorie de rendement énergétique: C. Exemple de leasing: durée: 48 mois, kilométrage: 10 000 km/an, taux annuel effectif: 1,92 %, 1er versement plus élevé: CHF 22 200.-, versement mensuel à partir du 2e mois: CHF 759.-. Offre valable jusqu'au 31.12.2020. Recommandation de prix sans engagement. Sous réserve de modifications.

